



YouTube



Dimanche

23 juin 2024

16 pages

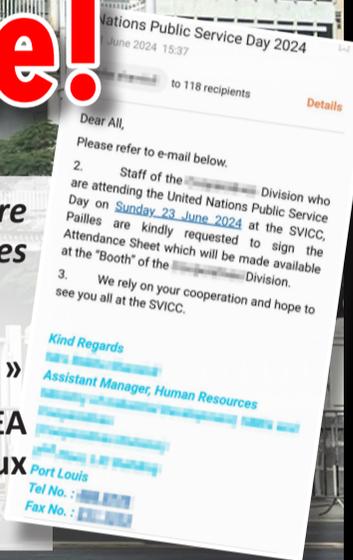
No. 628

Gratuit

United Nations Public Service Day 2024 au SVICC

Pression et menaces exercées sur les fonctionnaires : Tollé unanime!

- Narendranath Gopee: « Je condamne l'attitude du Secrétaire du Service civil qui aide à l'intrusion de la politique dans les affaires des ministères et des départements publics »
- Radakrishna Sadien : « À quoi cela sert-il s'ils y vont par force ? »
Quant au réajustement salarial, le président de la GSEA estime que « c'est long overdue », d'autant que de nombreux fonctionnaires touchent moins que le salaire minimum



Dr Farhad Aumeer



Interview

« La population reste sur sa faim quant aux problèmes sociaux et aux scandales »

Rétropédalage de MT sur la hausse annoncée des tarifs

Jayen Chellum :

« Une tentative de masquer la mauvaise décision d'augmenter les prix »



Navin Ramgoolam :

« Ministre Padayachy ine zet pétrole lor difé inflation »



Euro 2024

Allemagne-Suisse :

Duel au sommet pour la tête du groupe A

Conflit d'intérêts impliquant Kavy Ramano

Arvin Boolell : « La FCC aurait dû démarrer une enquête »

- Paul Bérenger : « Ziska sa profession notaire la zot pena ene respect »



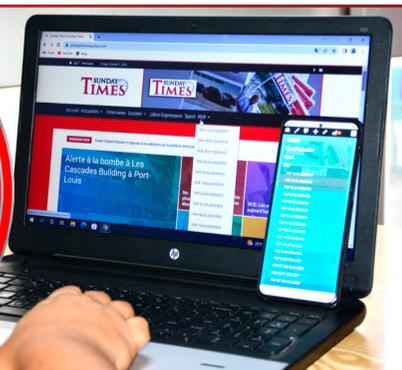
Exposition BDS

Sensibilisation à la cause des enfants palestiniens

Téléchargez

vosre copie gratuite tous les dimanches

<https://www.sundaytimesmauritius.com/news/>





BioloMix



New Generation Cooking,
Hot & Cold Functions,
Stewing, Braising,
Steaming, Blending
Dry & Wet Grinding,
Smoothie, Porridge,
Hot Soup, Ice Crushing
and many more.

300°C
Resistance to cold
and heat shock

Five Layers
Composite Cup

Health
Thickened
Borosilicate
Glass



1250ML
Hot Drink



1500ML
Cold Drink

- 1 Trace element layer
- 2 Antioxidant ion layer
- 3 Nanoglobulin layer
- 4 Water molecule activated layer
- 5 Harden tempered layer



Represented by

MULTI HOUSEWARE Co. Ltd

1st Floor - Madeleine House 54, SSR street, Port-Louis.

Tel: 216 0602 / 5 922 3392 / 5 784 4488

United Nations Public Service Day 2024 au SVICC

Les pressions exercées sur les fonctionnaires soulèvent un tollé

Du jamais-vu dans la fonction publique. Le 'UN Public Service Day' sera célébré en grande pompe au SVICC à Pailles aujourd'hui, dimanche 26 juin 2024. D'ailleurs, c'est la première fois qu'il sera de cette envergure. Le Premier ministre, Pravind Jugnauth, y sera présent. Selon certaines indications, il y fera une annonce importante liée probablement au réajustement salarial qui se fait attendre depuis plusieurs mois, dans une tentative de faire les yeux doux aux fonctionnaires. Sauf que la façon dont le service civil s'y est pris pour inviter ces derniers est vivement condamnée. Car elle serait perçue comme une convocation forcée.

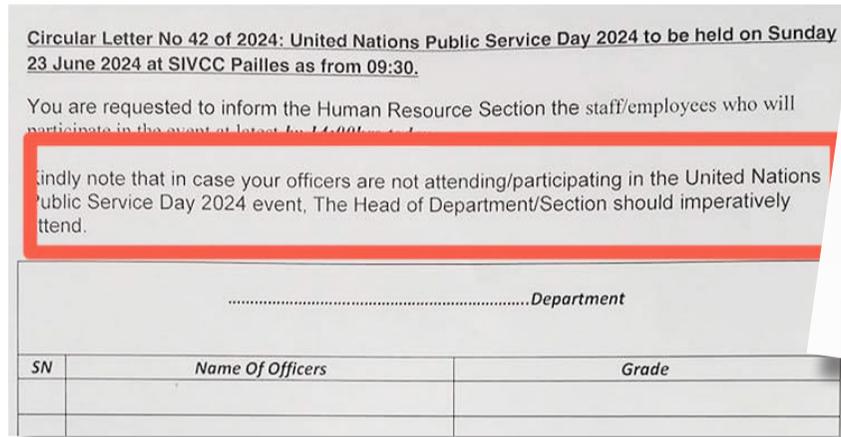
Un fonctionnaire témoigne : « Un supérieur nous a dit qu'il a eu des directives provenant du ministre Ramdhany à l'effet que nous devrions être présents au SVICC dimanche. Nous ne sommes pas allés », confie-t-il. Un MSO nouvellement recruté ajoute, pour sa part, qu'il se sent intimidé dans ses nouvelles fonctions. « Nous nous sommes sentis à risque parski nous avons reçu une lettre de notre ministère de la Fonction publique. Après c'est le même ministère qui nous confirme. Donc, nous ne sommes pas obligés d'abandonner et remplir une formule qui ne nous confirme pas après », avoue-t-il.

D'ailleurs, dans un formulaire envoyé aux fonctionnaires pour inscrire leurs noms au cas où ils y participeront, il est clairement écrit que « kindly note that in case your officers are not attending/participating in the United Nations Public Service Day 2024 event, the Head of Department/ Section should imperatively attend ».

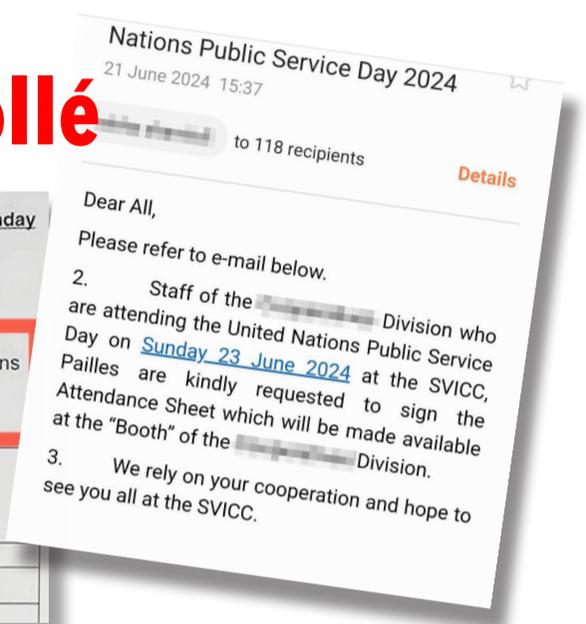
Intrusion de la politique dans le service civil

Narendranath Gopee, négociateur de la FCSOU, confirme que des fonctionnaires auraient reçu des menaces et subi du harcèlement pour confirmer leur présence à l'événement de dimanche. « Je trouve aberrant que des fonctionnaires soient invités, mais après on leur demande de soumettre leurs noms à travers un formulaire, y compris par voie électronique. Moins de dire pour vérifier l'assistance là-bas. En d'autres mots, il se pourrait qu'il y ait des sanctions contre ceux qui ne s'y rendent pas », dénonce-t-il, en soutenant que de nombreux employés du service civil ayant des engagements familiaux et sociaux devront tout mettre de côté afin de pouvoir se rendre au SVICC.

Le syndicaliste pointe du doigt Anjiv Ramdhany, ministre de la Fonction



Certains formulaires qui circulent dans différents départements pour que les fonctionnaires confirment leur présence en inscrivant leur nom



publique. « Je déplore la façon dont le service public opère. Pe me met pressions pou alle dans fête volontaire. Je condamne l'attitude du Secrétaire du Service civil qui aide à l'intrusion de la politique dans les affaires des ministères et des départements publics », conclut Narendranath Gopee.

Peur des représailles

Radakrishna Sadien, président de la 'Government Services Employees Association' (GSEA), trouve la circulaire injustifiable. Bien qu'il se dise d'accord pour qu'il y ait une célébration pour marquer cette occasion, il estime néanmoins que la façon de faire n'est pas appropriée. « Si c'était un jour de semaine, il n'y aurait pas eu de problème si on demandait qui allait venir ou pas puisqu'il aurait fallu s'organiser afin de ne pas pénaliser les différents services. Mais il s'agit dans ce cas-ci d'un dimanche. Pourquoi alors leur demander de donner leurs noms ? Normalement ti bizin invite bane seki envi vini, vini. Mais pas dire donne noms pou kumsa fini koné ki sanla pas pe vini. Évidemment zot pou per parski zot pas pou oulé ki demain ena bane représailles sous différentes formes contre zot », estime le syndicaliste.

Il cite aussi le cas des nouvelles recrues de la fonction publique. « Il est normal qu'ils aient peur de ne pas être confirmés au cas où ils n'y vont pas », affirme Radakrishna Sadien. « Les employés doivent en principe y aller de bonne foi. Mais à quoi cela sert-il s'ils y vont par force ? Il se peut qu'il y ait un certain nombre de personnes qui y soient présents, mais ce serait contre leur gré. D'autant que c'est dimanche et que chacun a ses

occupations personnelles », martèle-t-il.

Réajustement salarial : Long overdue

Quant au réajustement salarial, Radakrishna Sadien est d'avis qu'il est long overdue. Ce qui suscite un mécontentement généralisé, que ce soit dans le service public ou privé, dit-il. Il rappelle que le dernier rapport du PRB remonte à 2021 alors que le salaire minimum a été revu à au moins deux reprises depuis 2022, notamment à Rs 11 075 en 2022 et à Rs 15 000 en janvier 2024. De plus, le revenu minimum garanti a aussi augmenté, passant de Rs 17 000 à Rs 20 000 actuellement. Mais les autres salaires pour les employés du public et du privé sont restés les mêmes, en l'absence d'une politique de relativité salariale et en attendant les prochains rapports du PRB et du NRB.

Le syndicaliste souligne que le 'National Consultative Wage Council' a déjà soumis un rapport sur la relativité salariale au ministre de la Fonction publique, Anjiv Ramdhany, depuis mars 2024. Mais jusqu'ici, les employés du public et du privé sont restés sur leur faim, aucune annonce ou mesure en ce sens n'ayant

encore été faite. « Zordi ene kiken sans qualification ki pe rentre travail pe gagne Rs 20 000. Ene kiken ki déjà pe travail, avec so l'expérience et so qualification pe osi gagne Rs 20 000. Et ene jeune gradué qualifié ki rentre travail li osi li gagne Rs 20 000 », lâche Radakrishna Sadien. Et d'ajouter : « Selon le rapport du PRB, il y a actuellement beaucoup d'emplois qui sont rémunérés en-dessous du salaire minimum de Rs 15 000 ». Ce qui provoque, selon lui, une frustration grandissante et contribue à l'exode de nos jeunes professionnels (voir tableau ci-dessous).

Tentative de soudoiment ?

Après les pressions, intimidations et menaces exercées sur les fonctionnaires, il semble qu'une tentative de les soudoyer était également en cours, hier. On évoquait ainsi la distribution de 'goodie packs', incluant des cadeaux surprises, ainsi qu'un jour off pour tous ceux qui répondraient présents à l'événement.

MINISTRY	GRADE	QUALIFICATION	YEAR (AS FROM PRB 2021)	INITIAL SALARY	GUARANTEED FULL INCOME FOLLOWING INTRODUCTION OF NATIONAL MINIMUM WAGE	DIFFERENCE
General	Store Attendant	By selection from among employees on the PPE of the Ministry who possess: (1) Certificate of Primary Education (2) Knowledge of store duties and familiar with common items of stores	Jan-21	13975	10200	3775
			Jan-24	13975	15000	1025
			Jan-24 July 24 July 24	13975 13975	18500 20,000	
General	Lorry Loader	By selection from among employees on the PPE of the Ministry	Jan-21	13745	10200	3545
			Jan-24	13745	15000	1255
Health & Wellness	Attendant Nursing School	By selection from among employees on the PPE of the Ministry who possess a School Certificate or General Certificate of Education	Jan-21	14725	10200	4525
			Jan-24	14725	15000	275
—	Health Care Assistant/Sr Health Care Assistant	School Certificate	Jan-21	17045	10200	6845
			Jan-24	17045	15000	2045
—	Supervisor Health Sterile Services	Higher School Certificate	Jan-21	20500	10200	10300
			Jan-24	20500	15000	5500
—	Medical Imaging Technologist	Diploma	Jan-21	21150	10200	10900
			Jan-24	21150	15000	6150
Labour	Labour &					

Certains postes touchent moins que le salaire minimum de Rs 15 000 ou le revenu minimum garanti de Rs 20 000

Conflit d'intérêts impliquant Kavy Ramano

Arvin Boolell : « La FCC aurait dû démarrer une enquête »

Alors qu'on attendait avec impatience le communiqué promis par l'Association des Notaires de l'île Maurice dans le cas de conflit d'intérêts allégué impliquant le ministre de l'Environnement, Kavy

**COMMUNIQUÉ DE LA CHAMBRE DES NOTAIRES**

La Chambre des Notaires a pris connaissance des différents déclarations et articles de presse concernant l'honorable Kavydass RAMANO.

Cette situation pourrait faire l'objet d'enquêtes et par conséquent la Chambre se voit contrainte de ne faire aucun commentaire sur cette affaire spécifique.

La Chambre tient toutefois à préciser qu'elle prendra, toutes actions nécessaires, en toute impartialité, et dans les limites des pouvoirs qui lui sont conférés par les textes régissant la profession notariale.

la Constitution, un ministre n'a pas le droit d'exercer une autre activité professionnelle. « Or, dans le cas du ministre Ramano, le processing du certificat notarial de Square Deal Multipurpose Cooperative Society a été fait à l'étude Ramano. Son sceau a été utilisé sur le document et son clerk aurait agi en son nom », fait-il ressortir, en regrettant toutefois que certains documents n'aient pas été rendus public. Le Dr Boolell est d'avis que l'opposition a fait son travail

Ramano, celle-ci, finalement sortie de son mutisme le jeudi 20 juin 2024, n'a pas été très éloquente dans le communiqué qu'elle a émis. L'ANM n'a ni précisé si le ministre Ramano a effectivement demandé d'être 'deregistered' en tant que notaire et encore moins quand cette demande a été faite. Elle n'a pas donné d'autres détails non plus, laissant planer un flou total sur toute cette polémique. « Cette situation pourrait faire l'objet d'enquêtes et par conséquent la Chambre se voit contrainte de ne faire aucun commentaire sur cette affaire spécifique », s'est-elle contentée de faire ressortir. Et d'ajouter que « la Chambre tient toutefois à préciser qu'elle prendra toutes actions nécessaires en toute impartialité, et dans les limites des pouvoirs qui lui sont conférés par les textes régissant la profession notariale ».

Au lieu de nous éclairer, ce communiqué soulève, au contraire, davantage de

questions. Qui ouvrira cette enquête ? Quelles actions compte prendre la Chambre des Notaires ? Va-t-elle attendre qu'une enquête soit ouverte pour prendre ces actions ou les prendra-t-elle de son plein gré, à la lumière des éléments dont elle dispose ? La population reste donc sur sa faim. Réagissant à ce développement, le leader de l'Opposition, qui avait adressé une PNQ à ce sujet la semaine dernière, estime d'abord que la 'Notaries Act' doit être revue. Le Dr Arvin Boolell met aussi le chef du gouvernement devant ses responsabilités. « Il incombe au Premier ministre de prendre les sanctions voulues », martèle-t-il.

Tolérance du PM

Il dresse ainsi un parallèle entre l'ancien Attorney General, Ravi Yerrigadoo, et l'actuel titulaire à ce poste, Maneesh

Gobin, ainsi qu'entre l'ancien ministre de l'Environnement, Raj Dayal, et l'actuel ministre de tutelle, Kavy Ramano. Les deux anciens ministres, soit Yerrigadoo et Dayal, avaient tous les deux été sanctionnés suivant de graves allégations dans l'affaire Bet 365 et Bal Kouler respectivement. « Pourtant, le Premier ministre a été tolérant envers l'actuel Attorney General, Maneesh Gobin dans l'affaire Stag Party et excessivement tolérant envers le ministre Kavy Ramano », déplore le leader de l'Opposition.

Le Dr Arvin Boolell précise que selon

avec diligence en soulevant cette affaire, en dépit de l'attitude du Speaker au Parlement. « La Chambre des Notaires a dit qu'il y aura possiblement une enquête. On n'y reste pas insensible, puisqu'elle a quand même quelques obligations », ajoute-t-il. Le leader de l'opposition dit aussi espérer que la FCC démarre une enquête. « On verra alors si l'arme politique de l'exécutif a une mainmise sur la FCC ou pas », poursuit-il, en prévenant que le dossier n'est pas clos pour autant. « Lenket pou bizin fer par le nouveau gouvernement et lor dossier pou belle osi pou bizin ena lenket », conclut-il.

Travaux parlementaires

Le Premier ministre aura à répondre à six questions ce mardi

Lors de la séance des travaux parlementaires du mardi 25 juin 2024, le Premier ministre, Pravind Jugnauth, devra répondre à six questions concernant les brutalités policières, le conflit Israélo-Palestinien, le 'High-Level Committee on the Elimination of Gender-Based Violence', la législation des élections locales et l'état des grues portuaires.

Le député travailliste de la circonscription no. 2, le Dr Farhad Aumeer, ouvrira le bal des questions en demandant au Premier ministre des informations sur l'enquête policière initiée en juin 2022 concernant des cas allégués de brutalité policière par les officiers de la 'Central Investigation Division' de Terre-Rouge. Il s'agira de connaître l'état d'avancement de l'enquête et les sanctions prises, le cas échéant, contre les officiers impliqués. L'interpellation du Dr Aumeer sera suivie par une autre de son colistier travailliste, Osman Mahomed, qui adressera une question au Premier ministre sur le conflit israélo-palestinien (voir hors-texte). La première députée de Vacoas/Floréal, Joanna Bérenger, l'interrogera quant à elle sur une affaire de brutalité policière présumée sur un jeune homme de 21 ans résidant à Pamplemousses, survenue le 10 mai 2024. Elle demandera des informations sur l'état de l'enquête, le nombre d'officiers impliqués et les actions entreprises.

La députée de Vacoas/Floréal, Stéphanie Anquetil, s'intéressera aux activités du 'High-Level Committee on the Elimination

of Gender-Based Violence', demandant le nombre de réunions tenues depuis janvier 2022 et les principales recommandations issues de ces réunions. Le député de La Caverne/Phoenix, Patrick Assirvaden, questionnera Pravind Jugnauth sur la possibilité d'apporter des amendements à la législation pertinente pour rendre obligatoire la tenue des élections locales dans un délai prescrit, garantissant ainsi la régularité et la prévisibilité des processus électoraux au niveau local. Le député de Port-Louis Sud/Port-Louis Central, Reza Uteem, demandera au Premier ministre des informations sur le nombre de grues portuaires opérationnelles et défectueuses de la 'Cargo Handling Corporation Ltd', cherchant à obtenir des détails sur les dates de mise en service et de panne, ainsi que sur les pertes de revenus résultant de ces pannes.

La donation des USD 6 millions par l'Arabie saoudite à l'agenda

Le député travailliste Mahen Gungapersad demandera à la ministre de l'Éducation, Leela Devi Dookun-Luchoomun d'expliquer la méthodologie prévue pour l'évaluation des étudiants de l'Extended Programme de la cuvée 2024 pour les examens de fin d'année du 'National Certificate of Education'. Le député Joseph Léopold adressera une question au ministre de la Santé, Kailesh Jagutpal, concernant l'enregistrement des spécialistes. Il souhaite savoir si le ministère de la Santé prévoit d'étendre la participation des médecins

praticiens de Rodrigues aux entretiens menés par le 'Postgraduate Medical Education Board' à Maurice.

Reza Uteem, député MMM, posera une question à l'Attorney General et ministre des Affaires étrangères, Maneesh Gobin, sur la donation de 6 millions USD par le Royaume d'Arabie Saoudite pour la construction et la rénovation des mosquées. Le député du parti Nouveaux Démocrates, Kushal Lobine, interpellera le ministre des Collectivités Locales, Anwar Husnoo, sur la fréquence du nettoyage du marché de Vacoas, le programme de nettoyage en place et les actions envisagées pour améliorer l'hygiène. Suite à l'accident fatal survenu le 19 juin 2024, impliquant un employé de la municipalité de Vacoas-Phoenix, la députée du PTr, Stéphanie Anquetil, demandera au vice-Premier ministre de fournir des informations sur les mesures de sécurité mises en place. Le député Ranjit Wochit lui posera une question sur la distribution de bacs à ordures par le Conseil de District de Pamplemousses depuis janvier 2023, le nombre de bacs distribués dans chaque village et les dates correspondantes.

Le député rouge Eshan Juman demandera au ministre des Finances, des informations

sur une éventuelle pénurie de devises étrangères sur le marché, les raisons de cette pénurie et les mesures envisagées pour y remédier. Patrick Assirvaden, député travailliste, posera une question au ministre de l'Énergie et des Services publics concernant l'état financier actuel du 'Central Electricity Board Manual Workers Pension Fund' et du 'Central Electricity Board Staff Pension Fund'.

Position sur le conflit Israélo-Palestinien

Le député Osman Mahomed, posera une question à Pravind Jugnauth sur la position du gouvernement mauricien concernant une affaire portée devant la Cour Internationale de



Justice par la République d'Afrique du Sud. Cette affaire concerne des violations alléguées par l'État d'Israël de ses obligations en vertu de la Convention de 1948 sur la Prévention et la Répression du Crime de Génocide, en relation avec les Palestiniens de la bande de Gaza.

A noter que la semaine dernière, plusieurs partis politiques ont adressé une déclaration commune, signée par Navin Ramgoolam, Paul Bérenger, Richard Duval, Rama Valayden et Rada Kistnasamy, au PM, Pravind Jugnauth, pour demander que Maurice soutienne le procès de l'Afrique du Sud contre Israël devant la CIJ.

UP

Justice

L'accusation provisoire de « *conspiracy to money laundering* » rayée contre Varsha Singh, est une illustration claire de la capacité du système judiciaire à résister aux pressions politiques et à protéger les droits fondamentaux des individus. Cependant, cette affaire n'est pas isolée. L'ex-Premier ministre Navin Ramgoolam, confronté à des accusations similaires dans l'affaire des coffres-forts, a également soulevé des préoccupations quant à la violation de ses droits constitutionnels. Son cas, renvoyé pour examen ultérieur, montre une tendance préoccupante où les procédures légales peuvent être utilisées de manière contestable pour poursuivre des opposants politiques. Ces événements soulignent l'importance cruciale d'un système judiciaire indépendant et vigilant pour assurer la protection de tous les citoyens, indépendamment de leur statut ou de leurs affiliations politiques.



A ÉTÉ DIT



« Si on m'avait dit que l'on doit vérifier le kit de la voiture, je n'y trouverais rien à redire. Sauf que là, la voiture est ok, je suis apte à conduire, mais on me demande de venir prouver quoi ? On se le demande avec le nombre de papiers que la NLTA réclame. C'est totalement illogique ! Si la voiture n'était pas fit, je n'aurais pas obtenu de fitness. Même pour trois mois. Pourquoi tant de chichi, alors qu'on peut faire simple ? Est-ce parce que je suis handicapée ? »

Véronique Marisson
Éducatrice en situation de handicap
Le Mauricien
Lundi 17 juin 2024

C'EST ÉCRIT

These compensatory payments/freebies are a consequence of the limitations of our model of development, of the harsher effect of neoliberal policies, of our economic and social system which perpetuates inequality and exploitation, and its failure to deliver more economic opportunities, well paid quality skilled-jobs, improved livelihoods and inclusive growth.

Rattan KHUSHIRAM
L'Express
Jeudi 20 juin 2024



DOWN

Statue SAJ



La récente inauguration de la statue de Sir Anerood Jugnauth (SAJ) au coût de Rs 13,5 millions a suscité une controverse en raison de son manque flagrant de ressemblance. Érigée sur l'esplanade du Port-Louis Waterfront, cette représentation sculpturale ne parvient pas à capturer les traits distinctifs de l'ancien Premier ministre et président, ce qui soulève des questions sur la pertinence et l'utilisation judicieuse des fonds publics. Alors que les dignitaires politiques et les invités assistaient à la cérémonie, les critiques se multipliaient quant à la qualité artistique de cette œuvre censée honorer un homme politique de renom.



Voyages ministériels

L'augmentation vertigineuse du budget alloué aux voyages ministériels, passant de 50 à 125 millions de roupies pour l'année financière en cours (Rs 500 millions pour 4 années financières), suscite des interrogations. Cette flambée des dépenses, surtout en période de restrictions budgétaires pour d'autres secteurs essentiels, soulève des questions sur la pertinence et la nécessité de ces voyages coûteux. Même avec des contrôles stricts et une documentation requise, cette allocation disproportionnée semble mal justifiée et pourrait être perçue comme un gaspillage des fonds publics au détriment des besoins urgents.



QUI S'EN SOUCIE ?



Un panneau de signalisation est tombé sur le trottoir à l'entrée de Port-Louis, à la rue Fanfaron. Avis aux autorités !



Nous sommes votre porte-parole
24h sur 24.
Faites nous parvenir vos infos, photos, vidéos ou doléances.
Elles seront traitées en toute confidentialité et seront publiées dans le journal ou sur notre site web.

Whatsapp Info

5 255 3635



SUNDAY TIMES

Navin Ramgoolam : « Ministre Padayachy ine zet pétrole lor difé inflation »

« Minis Padayachy li couma ene marsan kalamindas. Line fer largesses. Li paret gros. Li goûte sirop, mais li fone dans ou labous. C'est exactement sa budget la ». C'est en ces termes que le Dr Navin Ramgoolam a donné le coup d'envoi de la conférence de presse du PTR-MMM-ND, hier, samedi 22 juin 2024. Rappelant que c'est le dernier exercice budgétaire du gouvernement sortant, il a rappelé que ce budget n'a réglé aucun problème de la population alors que son objectif était de l'amadouer à la veille des prochaines élections. Outre le manque de vision et de création de nouveaux piliers, il y aurait eu, selon le Dr Ramgoolam, une manipulation des chiffres. L'inflation, rappelle-t-il, entraîne des conséquences très graves, étant le « pire ennemi de la population, comme l'a souligné Rama Sithanen ».

« L'inflation pour les produits de première nécessité n'est pas de 7%, mais de l'ordre de 20%. Ce chiffre de 7% ne reflète pas les réalités économiques. Le pouvoir d'achat a baissé, le coût de la vie continue d'augmenter et il continue de déprécier délibérément la roupie. La roupie n'a plus la même valeur qu'elle ne l'avait. Veut dire sa kas ki li pe donne ou, bien bon li pe donne ou kas, mais c'est ene illusion parski la larzan ki li pe donne ou vaut selma la moitié ki li ti vaut en 2014 », a fait ressortir le leader du PTR.

Navin Ramgoolam a de nouveau rappelé que la roupie a déprécié par 48% vis-à-vis du dollar de 2014 à ce jour. Vis-à-vis de l'euro, la roupie a déprécié par 30% alors que vis-à-vis de la livre sterling, la dépréciation de la roupie est de l'ordre de 21%. Ce qui lui fait dire que le coût de la vie poursuivra sa tendance haussière. Il a ainsi cité plusieurs exemples, en se basant sur les chiffres de Statistics Mauritius (voir tableau). « Il peut vous donner Rs 20 000 ou Rs 30 000 mais dès que vous irez au supermarché dans deux semaines, vous ne pourrez pas remplir votre caddie comme



c'était le cas en 2014 », insiste-t-il.

Chiffres faussés

Le leader du PTR a aussi déploré le manque de devises étrangères, dont le dollar, l'euro et le livre sterling, sur le marché. Ce qui provoque, selon lui, le 'forward buying' au marché noir. Il dénonce aussi le manque de clarté concernant le taux d'inflation, surtout pour les hommes d'affaires. « Tou sa la pe créer ene problème pou nou l'économie. Bane parent ki ena zenfant pe étudier dehors disons Angleterre pas pe gagne livre sterling. Le livre sterling se vend actuellement à Rs 63 au marché noir alors qu'elle était de Rs 47 en 2019. Les PME rencontrent également beaucoup de difficultés », déplore Navin Ramgoolam. Ce qui le pousse à dire que « ministre Padayachy ine zet pétrole lor difé inflation. Celle-ci continuera d'augmenter tandis que la roupie se dépréciera davantage. Résultat : le coût de la vie grimpera davantage », en se référant aussi aux prix des médicaments.

Évoquant la manipulation des chiffres, le leader du PTR souligne que même les fonctionnaires sont choqués par la façon dont ils sont en train d'être faussés. Parmi ces chiffres faussés figurent ceux du déficit budgétaire, de la dette publique, des export services, des réserves de la BoM et du PIB. « Ils dépensent plus en dehors du budget pour faire croire que le déficit budgétaire et

la dette publique sont moindres. Sans compter qu'ils utilisent les 'Special Purpose Vehicle' (SPV) qui ne figurent pas dans le budget », poursuit Navin Ramgoolam. « Si ou guet budget, CWA, Waste Water, Metro Express, li pe donne kas sak l'année mais pena auken remboursement. Li appel sa Equity pou pas passe dans dettes. Kas ki line prend depi réserves BoM li pas pe compte dans dettes. Pourtant IMF a attiré son attention à l'effet que cet argent devrait être inclus dans la dette », précise-t-il.

Il cite aussi l'exemple des 'Special Funds' dont le montant est passé de plus de treize milliards de roupies le 30 juin 2024 à huit cent quatre-vingt-trois millions de roupies à ce jour. « Li pe nettoye partout ! ». Navin Ramgoolam a aussi abordé le dossier des énergies renouvelables, l'éducation, l'intelligence artificielle, et des artistes, entre autres. Il a également promis de venir avec des changements pour retenir, entre autres, la jeunesse mauricienne au pays. « Le plus tôt les élections vini, le mieux ce sera pou le pays ».

« La fonction publique est politisée à outrance »

Navin Ramgoolam fustige la politisation à outrance de la fonction publique. Il évoque ainsi le mot d'ordre et les menaces lancés aux employés du service civil à travers le Secrétaire du Service civil, K.Conhye, pour forcer les fonctionnaires à être présents au 'United Nations Public Service Day 2024' qui se tiendra au SVICC ce dimanche et où seront présents le Premier ministre et le ministre Anjiv Ramdhany. « C'est révoltant et totalement inacceptable! Nous dénonçons cela avec force », tonne le leader du PTR, en saluant le courage du syndicaliste Narendranath Gopee qui a eu le courage de dénoncer ces abus et ces menaces. « Tou sala c'est bane preuves que Pravind Jugnauth koné so natte dans coup de vent », poursuit Navin Ramgoolam en prévenant qu'il y aura des sanctions en temps et lieu. Il rappelle, dans la foulée, les engagements pris en faveur des fonctionnaires.

Paul Bérenger : « Ziska sa profession notaire la zot pena ene respect »

Qualifiant le budget de « flop » et de « dangereux », Paul Bérenger déplore que rien n'a été fait pour revoir la hausse du coût de la vie. « Pena auken feel-good factor », dit-il en rappelant que les cinq derniers orateurs pour les discours budgétaires étaient ceux du gouvernement. Il rejoint ainsi Navin Ramgoolam à l'effet que plus tôt les élections se tiennent, le mieux ce sera pour le pays et l'économie. Quant à la célébration du 'Public Service Day' au SVICC aujourd'hui, le leader du MMM rappelle que cette journée est commémorée annuellement depuis plus de 20 ans. « Tous les ans, ce jour est commémoré sans grand fla-fla. Mais l'année dernière, elle était célébrée avec grand fla-fla à travers le monde puisque c'était la vingtième année. Mais pas à Maurice, zéro malgré 20^e anniversaire. Par contre, cette année, en raison des élections, moment grand zafer ! », ironise-t-il, en dénonçant cette manipulation électorale éhontée et inacceptable du gouvernement. Il se dit ainsi solidaire des fonctionnaires qui font l'objet de menaces et de pressions.

Quant au projet de loi sur le financement des partis politiques, Paul Bérenger soutient que le gouvernement de l'Alliance Lepép avait dormi sur le rapport soumis par Xavier Duval, alors DPM, à ce sujet en avril 2016. « C'est à la veille des élections de 2019 que le

gouvernement était venu avec un projet de loi qui était totalement différent de celui présenté par le comité présidé par Xavier Duval. Complètement inacceptable et naturellement, l'opposition, incluant Xavier Duval qui avait entretemps démissionné du gouvernement, l'avait rejeté. Nous avons alors proposé la mise sur pied d'un Select Committee parce que nous sommes tous en faveur d'une loi sur le financement des partis politiques. Depi sa pane tane nanrien. Là à la veille élections 2024 revini ek mem tralala et ki nécessite bane amendements à la Constitution alors ki zot bien koné zot pena majorité trois-quarts pou amende la Constitution », fait-il ressortir.

Quant au scandale impliquant Kavy Ramano, Paul Bérenger réclame que la lettre que ce dernier avait envoyée à la Chambre des Notaires après sa nomination comme ministre soit rendue publique sans plus tarder. « Pire, il (ndlr : Maneesh Gobin qui répondait à une PNQ le 12 juin) dit que le nom et le sceau de Ramano comme notaire étaient utilisés illégalement. Illégalement ! Tone alle la police ? Ziska zordi chup chap ! », martèle-t-il. Il fait aussi référence à une question parlementaire de Joanna Bérenger à ce sujet qui a été « fou dehors par le Speaker et so complice Jugnauth, etc. Zot koné zot pe alle fini. Ziska sa profession notaire la zot pena ene respect ».

Commodités de base	Prix en 2019	Prix en 2024	% d'augmentation
Fromage Kraft	Rs 68.04	Rs 94.19	95%
Tuna	Rs 45.10	Rs 67.75	52%
Tomate Pilchards	Rs 72.85	Rs 111.48	90%
Pomme de terre	Rs 37.40/kilo	Rs 50/ kilo	Environ 50%
Nestum	Rs 125 (prix de la semaine dernière)	Rs 147	

Navin Ramgoolam a cité ces exemples pour montrer l'augmentation des prix, en se basant sur les chiffres de Statistics Mauritius

Richard Duval : « 10 000 applications pour l'émigration en 6 mois »

Le dirigeant du parti Nouveaux Démocrates, Richard Duval, a également fait état du mécontentement de la population à travers le pays. Il soutient que celle-ci est extrêmement déçue par les prix des aliments de base qui n'ont pas connu de baisse. Il cite l'exemple du prix de la Margarine qui était Rs 80 à la veille du budget pour devenir Rs 140 le lendemain. Le plus grand problème auquel la population est confrontée est celui de la cherté de la vie, renchérit-il, en fustigeant le gouvernement pour son manque de compassion. « Pourquoi

n'entend-il pas le cri de souffrance de la population ? », s'interroge-t-il, en faisant référence à une précédente déclaration faite par le Cardinal Piat par rapport au coût de la vie. Richard Duval se dit aussi particulièrement préoccupé par l'appauvrissement de la classe moyenne et l'exode la jeunesse mauricienne. « Une agence de recrutement que j'ai contactée m'a avoué avoir reçu 10 000 applications de la part des jeunes voulant émigrer en six mois. C'est inquiétant. Nous ne pouvons pas rester insensible à ce problème. Nous devons arrêter cet exode », dit-il.



Dr Farhad Aumeer

« La population reste sur sa faim quant aux problèmes sociétaux et aux scandales »

Q : Que pensez-vous du budget ?

C'est un budget basé sur l'accumulation des dettes publiques. Cela aidera probablement le petit peuple pour un certain moment, mais les effets seront à court terme. Ce budget ne comporte aucun élément d'investissement, ne valorise pas le facteur humain, et ne favorise pas la création de nouveaux pôles de développement économique comme l'intelligence artificielle ou l'économie bleue. C'est un budget qui manque cruellement de vision pour le soutenir à long terme. Je le qualifierai de budget de barbe à papa ou *kalamindas*. *Kuma met dans labous, li fone.*

Q : Rien que cette semaine, deux hausses des prix ont été annoncées : d'abord les forfaits prépayés de Mauritian Telecom alors que le gouvernement promet l'internet gratuit aux jeunes de 18 à 25 ans et ensuite une révision des contraventions. Finalement, les consommateurs passeront à la caisse très vite en dépit de l'augmentation de certaines allocations financières ?

Vous connaissez sans doute l'histoire de Robin Hood qui prenait aux riches pour donner aux pauvres. Ce gouvernement, lui, prend à la population d'une main, lui donne de l'autre avant de reprendre. La nouvelle grille d'amendes est très mal inspirée. Il y a des accidents fatals de la route pratiquement toutes les semaines. Il n'y a pas eu de mesures en termes de sensibilisation ou de prévention. Il n'y a pas eu de consultations pour voir si on peut émettre des '*provisional driving licence*', par exemple. On parle de rallyes. Tout le monde, y compris la police, sait qu'il en existe. *Ine ena rallye ces derniers temps, dimoune ine mort après ou pas trouve ena grand lenket.*

Q : Justement, il n'y a pas eu de grandes mesures depuis 2014 pour revoir les accidents de la route bien que ce fut annoncé comme l'un des chevaux de bataille de ce gouvernement...

Exactement ! La hausse des amendes n'aura d'ailleurs pas l'effet escompté. Il n'y a aucune étude qui prouve que les amendes diminuent le taux de criminalité. Le gouvernement aurait dû au contraire venir avec des mesures pour attaquer la source du

problème, que ce soit l'alcool au volant, l'état de nos routes, la signalisation, le respect des normes des véhicules, la formation des chauffeurs, apprentis chauffeurs ainsi que les moniteurs d'auto-école.

Quant à l'internet gratuit annoncé pour les jeunes de 18 à 25 ans par le gouvernement, permettez-moi de rappeler que le PTr-MMM-ND a pris l'engagement, le 1^{er} mai dernier, de rendre l'internet gratuit pour tout le monde. Il n'y a pas de politique de ciblage dans la mesure que nous avons annoncée. Le ciblage est devenu un phénomène du budget de Renganaden Padayachy. Il y a aujourd'hui 63% des ménages qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts. 50% des ménages consomment moins parce que leur pouvoir d'achat a baissé par 35% alors que le gouvernement ne leur a donné que 20% en termes de compensation. *Ou donne li, après ou tire are limem ?* Nous avons un autre type de Robin Hood ici.

Q : Les cinq derniers discours budgétaires ont été réservés aux membres du gouvernement, contrairement aux règles. Est-ce une autre façon de museler l'opposition au Parlement ?

Avec ce gouvernement et ce Speaker, il n'y a plus aucun décorum. L'opposition compte, en son sein, des '*seasoned politicians*'. Malgré cela, on doit s'asseoir pendant cinq heures rien que pour écouter des membres du gouvernement alors qu'il est de coutume qu'au moins deux députés de l'opposition soient parmi les derniers orateurs pour donner la réplique à ceux du gouvernement. C'est un boycott intellectuel. *Zot fort la-dans !* Le '*shouting brigade*' du gouvernement n'a qu'un seul travail : démoniser Navin Ramgoolam et le critiquer. *Zot rêve Navin Ramgoolam gramatin tanto !* Ils attaquent aussi certains membres de l'opposition sous la ceinture. On nous accuse de n'avoir jamais fait de propositions constructives. Je peux personnellement vous donner une liste des propositions que j'ai faites au ministre de la Santé, mais qui n'ont jamais été retenues ou même prises en considération.

Q : Un budget additionnel de Rs 1, 2 milliards a été voté pour le ministère de la Santé. Est-ce justifié, selon vous ?

La seule raison, c'est une mauvaise planification. Ce budget additionnel a été occasionné par trois items : la prolifération de la dengue, la vaccination HPV et finalement pour le paiement des heures supplémentaires des employés de la santé et le '*double pay*' pour les dimanches. Or pour la dengue, le ministre de la Santé m'avait déjà répondu au Parlement qu'on enregistre des cas de dengue tous les ans. Mais si tel est le cas, même s'il y a eu plus de cas cette fois-ci, pourquoi ne l'a-t-on pas prévu dans le budget ?

Il n'y a pas plus de douze mois de cela, on encensait ces '*frontliners*'. Mais après, il y a eu un manque de considération à leur égard. *Pas paye zot overtime. Pas paye zot congé public.* Il y a aussi d'autres employés qui sont concernés par ce manque d'égard, incluant ceux du CEB et de la CWA. Si c'est maintenant que provision est faite pour ces paiements, qu'a-t-on fait avec le budget initial d'environ Rs 15 milliards alloué à la Santé ? Venons-en à la campagne de vaccination HPV pour prévenir le cancer du col chez les jeunes filles et le cancer de la prostate chez les jeunes garçons.

Q : Cette campagne n'avait-elle pas été prévue ?

Comme je l'ai dit, il y a un manque de planification. Ce n'est pas quelque chose qu'on fait à la va-vite, du jour au lendemain. Une telle campagne s'insère dans le cadre d'un programme bien planifié et ficelé. Il faut un '*preparedness plan*'. Et en parlant de '*preparedness plan*', vous êtes témoin de la catastrophe à laquelle Port-Louis fait face durant les inondations. Les voitures s'entassent l'une sur l'autre. *Lakaz inondé, dimoune dans problème. Ou ena le masjid Abu Bakr Siddique et ena mandir à Tranquebar fine inondé.* Rien n'a été fait jusqu'ici. Nous sommes actuellement en hiver. Il n'y a pas de pluies torrentielles. Mais que se passera-t-il en janvier ? Ils plaideront le changement climatique une nouvelle fois.

Q : Aucune action n'a été prise malgré les budgets alloués pour les drains ?

Mon ami Eshan Juman a bien résumé la situation quand il a traité le ministre concerné de '*ministre 4%*'. Il y a un projet de drains à la rue Raoul Rivet

Des problèmes paralysant le système de la santé publique aux problèmes sociétaux et aux scandales, le Dr Farhad Aumeer, député travailliste de la circonscription no. 2, passe en revue la situation dans le pays...

■ Zahirah RADHA

“

Le ciblage est devenu un phénomène du budget de Renganaden Padayachy. Il y a aujourd'hui 63% des ménages qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts. 50% des ménages consomment moins parce que leur pouvoir d'achat a baissé par 35% alors que le gouvernement ne leur a donné que 20% en termes de compensation. *Ou donne li, après ou tire are limem ?* Nous avons un autre type de Robin Hood ici.

”

dans ma circonscription. Je ne suis pas ingénieur, mais un enfant pourra vous dire que ce n'est pas suffisamment profond pour canaliser l'eau provenant de la montagne. L'une des premières actions aurait dû être d'aménager un 'cut-off drain'.

Q : Vous aviez évoqué la politique de ciblage plus tôt. Certaines mesures ont été proposées dans le budget concernant le traitement des personnes, jeunes surtout, atteintes de cancer. Cette facilité n'aurait-elle pas dû être étendue à tout le monde à travers un meilleur système de santé publique ?

C'est un sujet apolitique qui concerne tous les Mauriciens. Dans 99% des cas, c'est un drame pour les familles concernées. En tant que professionnel de santé ayant une certaine expertise en ce qu'il s'agit des cancers chez la femme, je vis ce drame au quotidien. Tous ceux qui sont atteints du cancer auraient dû avoir les mêmes facilités pour leur traitement. Il y a eu 950 nouveaux cas chez les hommes et 1471 nouveaux cas chez les femmes l'année dernière. Dans la catégorie de personnes âgées jusqu'à 25 ans qui est concernée par la gratuité du traitement, seulement 47 hommes et 50 femmes se trouvant parmi ces nouveaux cas en bénéficieront.

Or, la majorité des femmes sont atteintes cancer à partir de l'âge de 38 ans. Elles sont affectées majoritairement par le cancer du sein, de l'ovaire et de l'utérus. C'est à partir de 45 ans que les hommes sont affectés plus particulièrement par le cancer du côlon et de la prostate. *Nou p ape touche seki bizin vraiment mem si nou pe aide bane ki plus jeunes et kot ene élément émotionnel ki associé avec sa.* Mais la femme active se retrouve davantage atteinte de cancer à l'âge reproductif et post-reproductif mais avant d'avoir atteint l'âge de la ménopause et de la retraite. C'est pour cela que j'estime pour que le traitement gratuit doit être accessible à tout le monde.

Le Premier ministre a inauguré un très grand hôpital de cancer à Solferino et il a soutenu que c'est l'établissement le plus avancé dans l'océan indien en termes de logistiques et de technologies. Soit. Mais pourquoi ne pas offrir les traitements pour lesquels il faut se faire soigner à l'étranger dans cet hôpital ? Ce ne sont pas les *top-class professionals* en médecine qu'il nous manque à Maurice.

Q : Qu'est-ce qu'il nous manque donc ?

La formation et l'orientation de nos futurs médecins. Il faut pallier à ces manquements en faisant venir des experts à Maurice pour la formation. Ce qui me peine quand je regarde cet hôpital de Solferino, c'est que *nou ena ene centre komsî ene Ferrari, ou ene Lamborghini. Nou asté li nef mais nou pena sofer. Nou ena sofer, mais bizin train zot parski li ene zafer ki nouvo.*

Il faut le faire vite afin de réduire notre dépendance du traitement du cancer à l'étranger à moins de 5%, soit uniquement pour les cas exceptionnellement rares.

Q : Puisqu'on parle de santé, comment le congé de maternité d'un an, annoncé lors du meeting du PTr-MMM-ND le 1^{er} mai dernier, sera-t-il mis en application ?

Toute nouvelle mesure apporte son lot d'interrogations. Lorsqu'une femme accouche, il y a plusieurs facteurs qui entre en jeu : d'abord le *bonding* entre la nouvelle maman et son bébé qui est d'une importance capitale et l'allaitement maternel qui est également très important pour le système immunitaire du bébé. Ensuite, il faut comprendre que certains emplois sont de nature physique, donc lourd et pénible pour les jeunes mamans. Sans oublier qu'il y a un manque de crèches spécialisées dans la prise en charge des nouveau-nés. Il y a souvent des « accidents » qui font peur dans certaines crèches. La femme qui travaille doit aussi être encouragée à concevoir. Et finalement, il faut résoudre le problème de vieillissement de la population. Ce sera un package étalé sur douze mois pendant lesquels la maman et le papa peuvent prendre un congé au travail s'occuper de leur bébé. Si on ne le fait pas, le problème du vieillissement de la population ne sera pas résolu. Il reste bien entendu à ficeler les modalités relatives à cette mesure.

Q : Quid du congé menstruel qui donne lieu à certaines appréhensions ? Cela ne risque-t-il pas de perturber l'opération des petits commerces et entreprises ?

Deux problèmes sont associés à la menstruation : douleurs et saignements excessifs. Cela n'arrive pas à toutes les jeunes filles et femmes. Évidemment celles qui en souffrent nécessitent une attention médicale. Le congé devra donc être soutenu par une évidence médicale, en outre. Le *'work from home'* pourrait aussi y être inclus.

Q : Le 'Political Financing Bill' figure à l'agenda des travaux parlementaires avant la dissolution probable de l'Assemblée nationale. L'opposition a déjà fait connaître sa décision de ne pas participer aux débats. Pourquoi ?

Pour la bonne et simple raison que c'est un mort-né. *Alle perdi le temps enkor lor la ?* Il n'y a pas de volonté d'avoir un consensus national dessus. Il aurait dû y avoir des consultations élargies avec tous les partis politiques. D'autant qu'il s'agit d'un sujet assez complexe, comportant plusieurs aspects et qui nécessite un vote par une majorité de trois-quarts. À mon avis personnel, ce projet de loi ne permettrait aux élus de la majorité que de venir faire les éloges du gouvernement et de faire des règlements de compte et des attaques

sous la ceinture contre l'opposition. Et lorsque les députés de l'opposition tenteront de leur donner la réplique, ils seront stoppés court par le Speaker. Ce ne sera pas un débat équilibré de toute façon.

Q : Parlons du mood sur le terrain actuellement. Que constatez-vous lorsque vous tâchez le pouls de la population ?

La population reste sur sa faim sur de nombreux problèmes de société. Si je regarde à Port-Louis, dans ma circonscription, le gouvernement a soulagé trois familles affectées par les inondations et je m'en réjouis. Mais il n'y a pas que trois familles qui ont été affectées par la montée des eaux. *Lezot*

m'a confié qu'elle échelonnerait l'utilisation des parts de viande qu'elle a reçus jusqu'à l'année prochaine. *Ou rane ou compte ki sa veut dire ? Li pa kapave asté la viande fran.* Quant à l'*Extended Programme*, on traite 95% de ces élèves comme des rebuts. Air Mauritius fait face à des pannes techniques constantes. On a vendu nos avions neufs pour acheter de la vieille ferraille. Sans compter que les administrateurs ont « *tappe plein* ».

Quant aux scandales d'*Emergency Procurement* à la Santé, on attend toujours que les enquêtes soient bouclées alors que l'ex-SCE, qui est proche d'un ministre et qui est au centre de ce scandale, a pu s'en tirer en prenant sa retraite tout en



famille ? Inondations guet figir ? Ena lakaz pe crazé. Soubassema pe allé, zis feray pe resté. Delo pe circulé.

Q : Il y a d'autres familles qui se retrouvent dans cette même situation ?

Oui. La maison de M. Lebon et celle de la famille Auckloo à Vallée-Pitot. Je l'ai déjà dit et je le redis : n'attendez pas la catastrophe pour réagir. Voyons la drogue. *Oune trouve la drogue ine diminué dans Maurice ou ?* La drogue est partout. *Nek ou trouve pe saisies, après ?* Quel développement y a-t-il eu sur la mort Kistnen et de Kanakiah ? Et l'affaire *Sniffing Gate*, où en est-elle ? Outre les censures contre l'opposition et la presse, le Cardinal Piat avait aussi été censuré. Le conflit opposant le CP au DPP apporte-t-il de la stabilité dans le pays ? Le law and order est en panne. Des retraités sont attaqués chez eux en raison d'un problème d'insécurité lié, entre autres, au pouvoir d'achat.

Lors d'une distribution de viande dans ma circonscription à l'occasion de la fête Eid-UI-Adha, une dame

bénéficiant d'une *golden handshake*. Le renvoi des élections municipales, la création d'un monstre au nom de la FCC qui montre déjà ses couleurs en ouvrant une enquête sur un député de l'opposition. N'y a-t-il pas d'enquête sur le *Stag Party* ? Le peuple s'attend à un changement...

Q : Quelle garantie a-t-on qu'un nouveau gouvernement mené par le PTr-MMM-ND rompra effectivement avec les pratiques qu'on a connues sous ce gouvernement ?

Le PTr-MMM-ND a déjà pris des engagements, à commencer par la création d'une commission qui se chargera des nominations. Il faut ensuite redonner ses lettres de noblesse au Temple de la démocratie. Il nous faut aussi une police qui ne soit pas à la solde du prince du jour. Au sein des ministères également, les chefs de départements doivent assumer leurs responsabilités en ce qu'il s'agit des *procurements* et des gaspillages des fonds publics.

Rétropédalage de MT sur la hausse annoncée des tarifs

Jayen Chellum : « Une tentative de masquer la mauvaise décision d'augmenter les prix »

Suite au déploiement récent de la 5G, Mauritius Telecom a revu ses offres mobiles à la hausse. L'opérateur justifie cette augmentation tarifaire par une amélioration des services : volumes de données et débits supérieurs. 'Plus de data, plus de vitesse', c'est le mot d'ordre de l'opérateur. Cependant, après avoir annoncé cette hausse, il a fait marche arrière en proposant une offre promotionnelle exceptionnelle à l'occasion du lancement de la 5G à l'hôtel Intercontinental à Balaclava. Aucun changement n'aura lieu, et les forfaits resteront à un prix promotionnel pour une durée indéterminée.

Initialement, soit mercredi, le forfait à Rs 13 est passé à Rs 18, soit une hausse de Rs 5. Celui à Rs 95 est monté à Rs 100, une augmentation de Rs 5 également. Le forfait mensuel est passé de Rs 315 à Rs 350, soit une hausse de Rs 35, et le forfait trimestriel de Rs 815 à Rs 900, une hausse de Rs 85. Finalement, jeudi, Mauritius Telecom a rétro-pédalé et a indiqué que les packages prépayés revenaient aux anciens tarifs. Quelle est la stratégie de MT ? La compagnie essaie-t-elle d'amadouer les Mauriciens en présentant l'ancien tarif comme une offre promotionnelle ? L'internet est-

il vraiment plus rapide ? C'est les questions que beaucoup se posent. De nombreux Mauriciens se plaignent de la qualité de leur connexion.



Pour Jayen Chellum, secrétaire général de l'Association des Consommateurs de l'île Maurice (ACIM), il y a un manque de transparence de la part de Mauritius Telecom. Il ne comprend pas les raisons derrière ces augmentations. Selon lui, la compagnie a reculé suite aux critiques et au mécontentement des consommateurs sur les réseaux sociaux. « D'un côté, le gouvernement annonce la gratuité de l'internet pour les jeunes, et de l'autre, Mauritius Telecom, appartenant à l'État,

augmente les tarifs, puis les ramène à l'ancien tarif en guise de promotion. Cela est perçu comme une tentative de masquer une mauvaise décision d'augmenter les prix, surtout que la compagnie a réalisé des profits en milliards de roupies. Même s'il y a des augmentations, elles ne sont pas justifiées », dénonce-t-il.

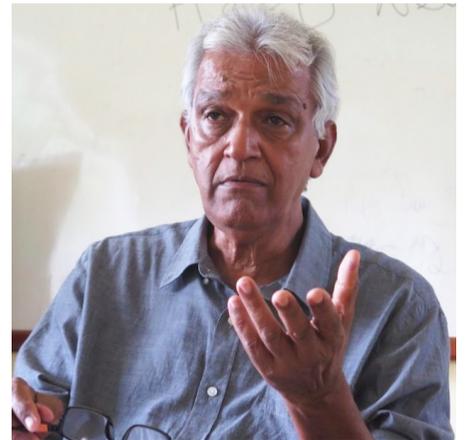
Il soulève un autre point, à savoir l'absence de consultation avec les associations de consommateurs avant de prendre une telle décision. « Cela pose question sur le rôle de l'ICTA dans cette affaire. La validité de l'offre promotionnelle n'a pas été communiquée, ce qui laisse les Mauriciens sceptiques. Une promotion a une durée limitée, on ne peut pas avoir une promo indéfinie », estime-t-il.

Forfaits illimités : une illusion

En analysant les offres promotionnelles de MyT, on constate que les forfaits dits « illimités » ne le sont pas vraiment. Par exemple, le forfait à Rs 15 offre 7 Go de data. Un forfait illimité devrait logiquement ne pas avoir de limite, mais ici, il y en a une. Il s'agit d'une forme de tromperie envers les consommateurs.

Aucune considération pour la classe des travailleurs

Dans le budget 2024/2025, aucune considération n'a été accordée à la



classe des travailleurs utilisant internet. Pour les enseignants par exemple, aucune provision n'a été faite. Arvin Bhojun, président de l'Union of Private Secondary Education Employees' (UPSEE), a souligné que ces derniers doivent pourtant donner des cours en ligne durant les intempéries quand les écoles sont fermées. Avec l'augmentation des tarifs, ils devront payer plus de leur poche. D'autres enseignants partagent cette opinion, soulignant que leurs demandes lors des consultations budgétaires n'ont pas été prises en compte.

Abonnements mobiles Hausse de 6,4% en un an

Selon Statistics Mauritius, le nombre d'abonnements a drastiquement augmenté entre 2021 et 2022. Le nombre total d'abonnements mobiles cellulaires a augmenté de 6,4%, passant de 1.971.300 à 2.096.800. Les abonnements prépayés ont connu une hausse de 4,9%, passant de 1.724.800 à 1.809.400, tandis que les abonnements 'postpaid' ont augmenté de 16,6%, passant de 246.500 à 287.400.

Elle était portée manquante depuis août 2023

Bianca Perrine tuée et enterrée par son concubin et deux complices

Dix mois après la mystérieuse disparition de Bianca Perrine, voilà que son concubin avoue l'avoir tuée avant de l'enterrer sur un terrain en friche à La Source, Quatre-Bornes. Cela fait des mois que les enquêteurs de la Major Crime Investigation Team (MCIT) travaillent sur ce dossier. Ils avaient placé sous surveillance le concubin en question. C'est finalement jeudi dernier que le suspect a été arrêté. Soumis à un interrogatoire serré, ce dernier est passé aux aveux et a balancé le nom de deux personnes qui l'auraient aidé dans cette affaire. Parmi elles, se trouve un chauffeur de taxi, qui l'aurait aidé à transporter le cadavre de la victime. Les deux suspects ont été arrêtés, ce qui porte à trois le nombre d'arrestations

dans cette affaire.

Mais le flou reste entier malgré les aveux de deux des trois suspects dans cette affaire. Les restes de Bianca Perrine sont introuvables malgré les gros moyens déployés par les Casernes centrales depuis jeudi après-midi. L'aide de plusieurs unités de la Special Mobile Force (SMF) a été sollicitée pour effectuer des fouilles, mais en vain. Vendredi matin, des pelleteuses ont même été déployées sur les lieux, mais seulement un sac à main appartenant à la victime a été retrouvé. D'ailleurs, l'un des suspects a expliqué aux enquêteurs que le sac appartenait bel et bien à la victime. L'opération a été stoppée vendredi après-midi et

reprendra lundi matin.

La vengeance comme toile de fond

En début d'année, une suspecte arrêtée dans un cas de vol avait confié certains éléments sur cette affaire aux policiers. Raison pour laquelle ce dossier a alors été référé à la MCIT. D'ailleurs, il semble que c'est une affaire de vol qui serait à l'origine de cette sinistre affaire. La victime aurait été attirée dans un guet-apens à Rose-Hill. Elle aurait alors été aperçue entrant dans une voiture et depuis, il n'y a plus eu de ses nouvelles. Ce lundi matin, la fouille reprendra à La Source, Quatre-Bornes,



par la SMF en présence de la MCIT et de la SOCO dans le but de retrouver des indices. Jusqu'ici, aucune trace de restes humains n'a été retrouvée sur les lieux. En attendant, l'endroit indiqué par les suspects a été bouclé et des sentinelles ont été placées pour éviter que le public y ait accès.

Ashvin Gudday : « L'APDH se bat pour l'égalité des chances et des droits pour les personnes en situation de handicap »

Les personnes en situation de handicap ont le droit à une place légitime dans notre société. Malheureusement, ce n'est pas toujours le cas encore aujourd'hui. Le président de l'Association pour la Protection des Droits des Handicapés (APDH), Ashvin Gudday, soutient les enfants qui en souffrent. Les aider, les soutenir et les accompagner, c'est le but de l'ONG, qui existe depuis maintenant 23 ans. Elle a vu le jour en 2001 grâce à l'initiative du syndicaliste Jack Bizlall, de Dayanand Soodeehul, défenseur des droits des personnes en situation de handicap, de l'actuel président de l'ONG, ainsi que de quelques amis souhaitant apporter leur contribution pour faire avancer la cause.

Selon Ashvin Gudday, la vision de l'association est de promouvoir l'inclusion pour être en ligne avec la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées (UNCRPD). Ils ont ainsi mis sur pied plusieurs campagnes de sensibilisation pour combattre les discriminations au sein de la société, que ce soit dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la mobilité, de la vie culturelle et de l'employabilité, entre autres.



L'ONG met l'accent sur l'égalité des chances et des droits, ainsi que la protection contre le harcèlement. En 2018, une nouvelle équipe a été mise en place, et des activités et événements de sensibilisation ont été organisés. L'ONG

n'exclut personne et accueille toutes les personnes en situation de handicap. Par ailleurs, le président indique que depuis 2019, l'Association a commencé à regrouper les enfants porteurs d'un implant cochléaire, et essaie de les encadrer dans leur vie quotidienne. Un implant cochléaire est un appareil implanté dans le cerveau qui permet à un enfant né sourd ou ayant des problèmes d'audition, d'entendre. Revenant sur cette opération, Ashvin Gudday indique qu'elle est très coûteuse, pouvant aller jusqu'à Rs 2 millions. Certes, des subventions sont offertes par le gouvernement, mais elles ne sont pas suffisantes et les parents doivent trouver des fonds supplémentaires pour que leurs enfants puissent subir cette opération, disponible uniquement en Inde.

Il cite l'exemple d'une enfant prénommée Keshini, opérée à l'âge de 3 ans, et qui a son implant depuis 13 ans. Elle doit maintenant le changer,



ce qui représente un coût élevé. Selon lui, environ 40 enfants mauriciens ont subi cette opération. Or, il n'est pas facile de réunir les fonds suffisants. « Même si l'enfant perçoit une pension de 13 500 roupies, la famille ne pourra pas rassembler la somme requise pour l'opération, et l'APDH est là pour promouvoir cette cause auprès des Mauriciens afin qu'ils puissent venir en aide à ces familles. Nous sommes plus ou moins le porte-voix des parents d'enfants en situation de handicap pour qu'ils puissent récolter les fonds nécessaires à l'opération de leurs enfants », explique Ashvin Gudday.

Parmi les projets futurs, le travailleur social souhaite notamment mettre davantage l'accent sur l'employabilité, qui constitue selon lui un grand

problème dans le pays. L'APDH œuvre dans ce but, afin de voir comment les personnes en situation de handicap peuvent intégrer le monde du travail et apporter pleinement leur contribution à l'économie. « Nous allons continuer à intensifier nos actions à tous les niveaux pour combattre la discrimination. Nous comptons professionnaliser l'APDH et offrir une permanence afin d'assurer un encadrement constant à ceux qui font appel à nos services », conclut-il.

L'association a organisé le Music Day permettant aux artistes de se produire, ainsi qu'une série d'activités pour promouvoir les talents des enfants en situation de handicap, hier, samedi 22 juin au Victoria Urban Terminal.

Libre Expression

The oft-repeated caution against abuse of the environment

The concern on environmental issues appeared about half a century ago in Mauritius. The degradation of our living space was attributed to the rapid rise of the population of the planet whose needs had to be met with increased production which in turn caused a rapid depletion of resources and increased the amount of carbon dioxide released in the atmosphere. Some scientists resisted the idea of overpopulation, advancing that there was a fight between techno fixers and doomsayers. Techno fixers were going to win the battle as they believed there was no limit to human ingenuity.

The threat of the end of humanity is still persisting with all forms of pollution: logging, grazing which causes erosion, deforestation for agriculture, mining for minerals and especially for gold, and wild fires are all reducing our forest and wet lands and destroying the lungs of the Earth. In the process, we are losing rare flora, source of our medicine and habitat of indigenous populations. We treat indigenous tribes as lesser human beings. This will boomerang in our face as we are simultaneously losing



the wisdom that allowed our species to live in harmony with nature and saving us billions spent on modern medicine.

Factories are depleting our mineral resources and their smoke is choking us. The building of roads for automobiles is reducing land available for agriculture, and energy guzzling air travel and emitters of deadly gases and destroyers of our ozone layers are adding to our sorry plight. It is a pity that we don't see it.

We have solutions to all the ills listed

above and they can be summed up with the saying of Mahatma Gandhi that there is enough for everybody's need but not enough for everybody's greed. But why is the application of the wisdom of the Mahatma so timid? The Greens in Europe and the West, source of positive innovations, have not made any significant headway. The third world may be waiting for a signal from the West to take any step. In this situation, the saying of Bertrand Russell comes to mind: men are born ignorant, not stupid, they are made

stupid by education.

On the other hand, it is hard to understand human behaviour. Laws have to be passed and enforced to control it and save humanity from itself. You have to fine or imprison people for them not to drive while drunk, you have to erect barriers to prevent man from crossing the rail before an approaching train and inscribe on red bold characters notice that a liquid is poisonous. However, the number of avoidable deaths is on the rise. Are humans suicidal? Well, the way they are behaving in the face of the threat to their own destruction caused by their own hands tends to justify this belief. And if they do not change course, one may say that the environmentalists are striking cold iron and trying to change a behaviour that you can't change. We are still postponing decisions that should have been made years ago and our inaction seems to be lethal. Will there be any further human history? It is very much in doubt. Arnold Toynbee may be right after all when he said that civilisation die by suicide, but not by murder.

■ By Dawood Auleear

Exposition BDS

Sensibilisation à la cause des enfants palestiniens



La plateforme BDS (*Boycott Deter Shame*) a procédé au lancement d'une exposition de deux jours pour mettre en lumière la situation des enfants palestiniens le vendredi 21 juin 2024. Cet événement, qui s'est tenu au complexe Qadri Sunnee Circle à Phoenix, avait pour objectifs de sensibiliser le public à la détention des enfants dans les prisons israéliennes, et de promouvoir le boycott des produits israéliens. En outre, l'exposition visait à éduquer les

enfants sur la vie de leurs homologues palestiniens et à les inciter à se souvenir de leur sort.

La plateforme BDS, créée par un groupe de jeunes militants, a pour mission de sensibiliser la population à la nécessité de boycotter les produits israéliens et les entreprises soutenant le génocide en Palestine. Sous la coordination de Mosadeq Sahebodin, BDS s'engage dans diverses campagnes pour promouvoir l'activisme politique

et idéologique, notamment à travers la diffusion d'affiches dans les mosquées et l'organisation de conférences.

L'exposition a présenté environ 100 photos au format A3, des courts métrages sur Gaza et Rafah, ainsi qu'une interview d'un artiste palestinien. Les enfants visiteurs ont reçu des souvenirs tels que des stylos et des porte-clés pour commémorer leur visite. Une mini manifestation a également eu lieu, avec des bannières portant le message «Zenfan

innocent. Zot plas pa dan prison», en soutien aux enfants emprisonnés.

Cet événement a été organisé par un comité ad hoc comprenant Jean Marie Richard, Feroz Hosany, Saffiyah Edo, Sumayyah et Mosadeq. Grâce à cette initiative, BDS continue de mobiliser et d'éduquer la communauté sur l'importance de soutenir les droits des enfants palestiniens et de protester contre les injustices par des actions concrètes et pacifiques.



Democracy Watch Mauritius

THE PEOPLE HAVE SPOKEN

This is a sentence commonly used by political leaders in democratic countries after the results of a general election are proclaimed. By saying that the people have spoken, they acknowledge that they respect the right of the electorate to choose their representatives in Parliament or the office of President and in a way determine the composition of the new government.

Since the beginning of the year, many countries across the globe have organised general or Presidential elections. The different practices and outcomes should inspire us to do better in our forthcoming general election.

We have selected a few countries to illustrate our point. In the Maldives, the people voted to oust the government and hand over the keys to a new President who campaigned hard against the presence of Indian military on its soil. Soon after the elections, the new President ordered the withdrawal of the Indian military officers and proceeded to China to seek closer cooperation in several areas. The consequences of this major shift are assessed. Meanwhile, the flow of Indian tourists to Maldives has slowed down considerably, thus affecting its economy.

In Russia, it was almost a walk over by President Putin who eliminated almost all his potential opponents on technical and other grounds. Navalny who pioneered for a regime change through democratic means mysteriously died in one of the harshest prisons. This is the way people speak in an autocratic system.

In Latin America, the people of Mexico voted for a woman to the office of President. Claudia Sheinbaum, with an impressive CV, was sworn in as the first Mexican woman President, thus giving hope to the millions of Mexican women who yearn for an improvement in their living conditions. The stakes are high.

Closer to us is our giant neighbour, South Africa, which organised its Parliamentary elections in a democratic manner. The African National Congress ruled the country as the dominant political force since the end of apartheid with Nelson Mandela as the first black President. This time the ANC failed to win an outright majority and was compelled to enter into a coalition with its old rival, the Democratic People Alliance, composed mainly of whites. The people have spoken and have opted for a more representative government, bent on strong governance principles.

The world largest democracy also conducted its national elections, thus

allowing millions of Indian voters to freely choose their representatives in the Indian Lower House, the Lok Sabha. For ten years, the Bharat Janata Party ruled the country with a strong fist and did not share power with other parties. This time, the people spoke and did not give BJP the absolute majority it wanted. It was forced to enter into an alliance with two regional parties to be able to form a government. At the same time, the people wanted the Congress to emerge as a powerful opposition party and oblige the Modi government to focus on good governance and respect for the minorities and institutions.

Unexpectedly, UK and France have called for snap Parliamentary elections in the months of June and July. The people have not spoken yet. So, we can only rely on the polls which indicate a likely crushing defeat for Rishi Sunak Conservative Party and the return of the Labour Party to power. Likewise, President Macron's party is expected to suffer at the hands of both the extreme right and the extreme left.

And what about us in Mauritius? We still don't know when the by-election or the general election will be held, but already all political parties are intensifying their campaign in the hope of an early dissolution of Parliament. How will the people vote? *Democracy Watch* places a lot of hope on the timely publication of all political manifestoes so that the public can compare the different programmes and be in a better position to debate freely and make a sound judgement on polling day. In the polling booth, the voter is the sole master of his choice. Collectively, the voters will decide on the configuration of the next government. Let us wait for our people to speak.

Honte nationale : Le bassin portuaire de la Pointe-des-Galets, Réunion, plus performant que la rade de Port-Louis

Texte : Le port de Maurice se classe 369^e sur 405 au monde, selon le *CPPI Index* de la Banque mondiale (*Défi* du 12.6.2024)

Commentaire de *Democracy Watch*: Les faits sont là. Accablants ! 39 places de perdues en une seule année mais avec, il est vrai, davantage de ports notés et aux dires du *Container Port Performance Index* de 2023 et du *S. and P. Global Market Intelligence*. Pointe des Galets (un bassin portuaire plus ou moins artificiel) nous précède à la 320^e place. Tamatave à la 300^e. Même Mayotte fait mieux que nous (307^e). Nous voilà la risée générale et pas seulement indo-océanique. Encore plus risibles nos prétentions, sans



fondements, de devenir le *hub* portuaire de la Mer des Indes. Les principales compagnies de manutention maritime désertent Port-Louis, tandis que s'évanouissent davantage nos espoirs frelatés de *blue economy* vers laquelle nous nous dirigeons en faisant « arrière toute ! ». Anne, ma sœur Anne, ne vois-tu rien venir ?

Aussi risible qu'Hurryparsad Ramnarain, de syndicaliste mémoire, prétendant jadis que Port-Louis était le port le plus moderne du monde alors que des cargos par douzaines poireautaient des semaines entières et faisaient les cent brasses en tête de rade. Faut-il pleurer ? Faut-il en rire ? N'oublions pas que le port et l'aéroport sont les poumons de notre économie et conséquemment ceux de la population. Ramnarain plastronnait. Nos autorités, pas seulement portuaires, se taisent lamentablement. C'est vrai que le cancre, le dernier de la classe ou presque n'a d'alternative que de baisser piteusement la tête. Mauriciennes, Mauriciens nous avons le gouvernement que nous méritons. Dans le port de Maurice il y a des reflets qui ne dansent plus.

Vinod Seegum prône le vote électronique mais quoi dire à toute population se méfiant de pareils résultats ?

Texte : Vinod Seegum : *Et si l'alternative était le vote électronique* (*Le Mauricien* du 1.6.2024)

Commentaire de *Democracy Watch*: Et en avant pour les bons conseils qui ne sont pas toujours l'œuvre de payeurs intègres. Faut pas se figer dans le traditionalisme. Privilégions plutôt l'innovation, le modernisme. Le grand mot est lâché : l'Inde a adopté le vote électronique. Mais elle est déjà la *Silicone Valley* du 21^e siècle. De plus, elle proclame les résultats électoraux... un mois après le début du scrutin. Préservons notre patrimoine électoral fondamentalement constitué d'élections législatives (27 au total) sans interruption ou presque depuis 1885 (14 depuis 1959 au suffrage universel) et dont les résultats n'ont jamais été globalement contestés. Rien n'illustre mieux la confiance séculaire de notre population, transmise de génération en génération, en notre système électoral, en son organisation et en son

fonctionnement globalement satisfaisant. Pourquoi vouloir systématiquement changer un système fiable pour simplement singer à nos risques et périls ce qui s'expérimente ailleurs.

Rodons d'abord le vote électronique sur des scrutins mineurs, moins importants, et surtout n'ayant ni l'ampleur ni l'importance d'élections générales, desquelles dépendront

le sort du peuple mauricien durant le lustre à venir. Lors de n'importe quelle contestation électorale heureusement partielle, quand elle est menée jusqu'au bout et pas seulement pour que des mauvais perdants ne perdent la face, le système papier actuel permet de tout reprendre à zéro avec une méticulosité accrue pour confirmer ou infirmer, mais toujours incontestablement, le résultat précédent. Aurons-nous les mêmes garanties avec le vote électronique ? Nul n'est à l'abri d'un crash. On nous rebat chaque jour davantage les oreilles avec les risques de cybercriminalité, parfois de sources étrangères et sur lesquelles nous n'avons aucun pouvoir. Nos banques sont parfois victimes de pareilles mésaventures, les forçant à cesser leurs activités heureusement pour un court laps de temps.

Qui est à l'abri d'une coupure générale de la fourniture d'électricité ? Que devient le vote électronique en cas de coupure d'électricité même dans quelques circonscriptions ? Ne parlons surtout pas de générateurs de secours. Il en faudrait alors un ou plusieurs pour chacun des 200 bureaux de vote aux quatre coins de l'île. La sagesse surtout ancestrale commande à toute locomotive de régler sa vitesse sur celle du plus lent de ses wagons si elle veut éviter tout dérapage du train tout entier. Que certains soient à l'aise avec tout système électronique ne signifie que l'ensemble de la population l'est tout autant. Les voilà condamnés à devenir des citoyens de seconde classe, des parias dévalorisés en raison de leur handicap informatique. En matière de système électoral, rien ne peut être plus important que la pleine confiance que l'ensemble d'une population donnée, sinon celle de ses éléments les plus faibles, accorde ou non à un système électoral ayant prouvé à la satisfaction générale qu'il peut se prémunir contre tout risque éventuel. Agir autrement, c'est simplement jouer au poker avec quelque chose d'aussi fragile et sacré que le respect qu'une population donne au système électoral du pays.

■ Par DWM Team

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Violence against elders

Globally, the population of people aged 65 and above is experiencing a faster growth when compared to other age groups; so are the growth of violence against them.

Violence against elders is a serious and concerning issue in our society. It can take various forms, including physical, emotional, financial, and neglectful abuse. Elder abuse can manifest as physical abuse, inflicting physical pain or injury, emotional abuse, verbal threats, humiliation, financial abuse, misuse of finances or property, neglect, failure to provide basic care, and in extreme cases sexual abuse.

The senior citizens among Muslims are neglected too. While other have excellent NGOs and networks to care for the elderly, sadly, young Muslims treat the old as a burden.

Coping with old age is becoming increasingly difficult. Young people now see senior citizens as a burden. The respect they once enjoyed in the joint family is slowly disappearing. Many suffer mental and physical abuse. In urban areas, the problems get further accentuated. Community support is weak and the kin network is diffused over a large area and relatively ineffective. The entire responsibility of support and care of the ageing falls on the male children with whom the ageing live.

The composition of the family in urban areas and in rural areas as well, is becoming nuclear and smaller, as a result of which there are fewer people available in the house to provide care and comfort to the ageing. Those who are available are torn apart by the stresses of livelihood. Women too are now working outside the family. They have fixed schedules of work and have other pressures on them. Children are loaded with their studies,

competitive examinations and concerns for making their careers.

The authority that the ageing exercised on their children in the past as a result of greater experience has almost vanished, and the aged are now told, 'You don't know'. There are several reasons for this admonishment.

First, the children of the ageing are not in the same profession. Second, the quantum of information which their children claim to have, makes the ageing look almost primitive. Third, the whole techno-economic situation has now completely changed, which leaves the ageing bewildered and redundant. When scarcity of accommodation, high cost of living, general stress and tensions at all levels are added to these, the problems of the aged are extremely serious.

Senior citizens, since time immemorial, have enjoyed the love, affection and respect of their children and grandchildren. All their needs would be met by their families. But now things are beginning to change. Their longer lifespan as well as the demands of changing lifestyles, economic and social problems, have created challenges which every society must face.

The western world has vigorously addressed the problem of the elderly since a long time, according to their culture. This has largely resulted in establishing homes for the elderly, where the elderly is sent when they are unable to look after themselves. Every city and town in the West have such homes in the public and private sectors.

When we Muslims talk of services for the aged, the idea of starting homes for them springs to our minds and we tend to copy western methods without giving a thought to the excellent social safety net which our family system provides and which

has now become the envy of the western world. Moreover, the religious injunctions in Islam, which enjoin the care of elders as a religious duty on all family members strengthen the family safety net and reinforce it. That is why problems of the elderly have not received due attention in our society.

The challenge, which our society now faces is to find ways and means of providing adequate care to the elderly on the cultural and traditional pattern of our family structures, without blindly following the West.

With the changes in our family patterns and lifestyles, especially the tendency of the young members to migrate to other countries, the elderly is facing severe problems. Children, who migrate abroad, settle down, get married and begin their own lives. There could be exceptions, but sadly among Muslims too, the parents of these children back home, lead lonely lives. They keep their hopes alive and wait eagerly for the once-in-a-blue moon email or phone call that they receive from the children.

The Internet and now the mobile may have made communication easier these days. But many Muslims from the older generation are not comfortable with the Internet and the mobile. They are dependent on their children to learn the usage. Many shy away from using it. It is very common to hear the elderly say, "No, I have no email address, my children operate it for me." "I am old, I don't use computers." It becomes the responsibility of the younger generation to teach the elderly, the use of computer or the mobile.



Par Bashir Nuckchady

Studies have shown that we still do not abandon our old parents, but a long-term chronic sickness, such as dementia, paralysis, Alzheimer's etc, creates enormous financial and emotional burden on the younger generation. The increasing economic dependency created by chronic illness of the elderly and the rising cost

of living, prevents children from caring for their parents as well as they would like. The elderly, both men and women, face specific health and psychological problems, which need special long-term care.

The aged are not a utilised resource base in this country. They have knowledge and experience that society should tap. For generations, grandparents handed down folk stories, prayers and even simple home remedies to grandchildren. They provided the security when parents were at work. But now they are seen as a burden. We are a society in transition. We have neither the facilities of the west nor the care and concern for the elderly that has traditionally been a part of our culture. Remember this verse when you next meet an old person, whom you might brush aside without looking at the young soul, within. We will one day be there, also!

"Thy Lord has decreed that you worship none save Him alone, and behave beneficently towards parents. If either or both of them should attain old age while you are alive, say not "Ooff" to them, nor chide them, and speak kindly to them. Lower to them the wing of humility out of tenderness and pray: 'Lord! Have mercy upon them, as they brought me up when I was little'".

L'importance de dépenser pour sa famille

Un homme demanda au Messenger d'Allah (paix soit sur lui) : « *Quels droits a la femme de l'un de nous sur son mari ?* » Le Noble Prophète (SAW) répondit : « *Les droits qu'elles ont sur vous, c'est de les traiter aimablement, de les habiller et de les nourrir.* »

A la lumière des enseignements du Saint Qur'aan et des Hadiths, il incombe donc à l'époux de subvenir aux dépenses de la maison. C'est d'abord le devoir de l'époux de pourvoir aux dépenses de la famille, donc de sa femme et de ses enfants. Maintenant, si la femme aussi travaille et qu'elle contribue aux dépenses du foyer, il n'y a aucun mal à cela et elle sera récompensée par Allah pour sa contribution. Allah veut de nous que

nous agissions avec amour avec notre conjoint.

En Islam, l'avarice est détestée. C'est un vice qui paralyse toute la nation car si le peuple se montre avare et ne dépense pas, cela conduit à une dépression économique et tout le monde en sort perdant. Par contre, si les gens dépensent leur argent, cela favorise le commerce et apporte la richesse. Mais attention, dépenser ne veut pas dire gaspiller. L'Islam condamne aussi le gaspillage, le Saint Qur'aan allant même jusqu'à dire clairement que les gaspilleurs sont les frères des démons (Shayatween). Aussi, Allah nous encourage à dépenser pour notre famille, pour son bien-être et son confort, sans toutefois faire preuve d'exagération ni de

gaspillage, ni même d'ostentation ou d'arrogance en faisant étalage de sa richesse.

Hazrat Abû Mas'ûd Al-Badrî (R.A) relate que le Messenger d'Allah Ta'ala a dit : « *Lorsque l'homme dépense pour sa famille en espérant la récompense d'Allah, cela lui est compté comme une aumône.* » [Bukhârî & Muslim]

Selon un autre Hadith Shareef, le Saint Prophète (SAW) a dit : « *Un dinar que tu as dépensé dans la voie d'Allah, un dinar que tu as dépensé pour libérer un esclave, un dinar que tu as prodigué à un nécessiteux et un dinar que tu as dépensé pour ta famille : le plus gratifié est celui que tu as dépensé pour ta famille.* » [Muslim]

Hazrat Abû Hurayrah (R.A) relate que : « *Allah Ta'ala a dit : " Dépense, Ô fils d'Adam ! On dépensera pour toi ! »* [Bukhârî & Muslim]

Ce qui veut dire qu'Allah est en train de nous dire : Ne crains pas la pauvreté en dépensant tes biens et ne sois pas avare ! Car si tu dépenses pour autre que toi, bientôt Allah dépensera pour toi. Et ce que vous possédez s'épuisera, tandis que ce qui est auprès d'Allah durera.

Alhamdulillah nous voyons qu'en général, les musulmans ont l'habitude de dépenser leur argent. Ils prennent bien soin de leurs familles. Cette attitude ne peut que nous apporter de la Baraka dans nos revenus. Alhamdulillah.

■ Par Abdus Saboor Mohamed Saleh



L'Espagne donne une leçon à l'Italie

Le duel très attendu entre l'Italie et l'Espagne n'a pas vraiment eu lieu: la Roja, séduisante et supérieure dans tous les registres, n'a laissé aucune chance aux champions d'Europe en titre, surclassés 1 à 0, jeudi à Gelsenkirchen.

Avec deux victoires en deux matches, l'Espagne a empoché son billet pour les huitièmes de finale de l'Euro-2024 et envoyé un message fort: assurée de finir en tête du difficile groupe B, il faudra compter sur elle pour coiffer une quatrième couronne européenne le 14 juillet à Berlin. L'équipe de Luis de la Fuente a étouffé la Nazionale, qui a tenu miraculeusement le choc pendant près d'une heure grâce aux parades de Gianluigi Donarumma, avant de craquer face à deux jeunes

ailiers sans complexes, Lamine Yamal et Nico Williams.

C'est d'ailleurs l'attaquant de l'Athletic Bilbao qui a donné le ton dès le 2e minute, avec un centre repris de la tête par Pedri, détourné par Donnarumma au-dessus de sa transversale. Quatre minutes plus tard, Williams, 21 ans, a repris de la tête au deuxième poteau un centre de son capitaine Alvaro Morata, mais a raté de peu le cadre pour le plus grand soulagement des tifosi italiens massés derrière le but de Donnarumma. Si Williams a mis au supplice Giovanni di Lorenzo, à l'image de ce débordement où il l'a pris de vitesse (20e) ou encore de cet enchaînement roulette-crochet obligeant le défenseur de Naples à faire faute pour le stopper, le danger

est aussi venu de l'aile droite grâce à la vitesse et aux dribbles de Yamal.

Le prodige du FC Barcelone, qui aura 17 ans le 13 juillet, s'est ainsi engouffré à la 24e minute dans la défense italienne et a trouvé Morata dans la surface, mais la frappe croisée du capitaine espagnol a été stoppée par Donnarumma. Déjà en vue contre la Croatie, Fabian Ruiz a mis à contribution son coéquipier du Paris SG qui a détourné au-dessus de sa transversale une frappe limpide (25e). A l'issue d'une première période à sens unique (9 tirs espagnols dont quatre cadrés, pour une seule occasion italienne, non cadrée, une tentative de Federico Chiesa dans le temps additionnel), Luciano Spalletti a tenté un électrochoc.

L'Angleterre vise la qualification, la séduction attendra

Après une victoire qui a laissé les observateurs sur leur faim contre la Serbie (1-0), l'Angleterre peut s'offrir un billet pour les huitièmes dès jeudi, contre le Danemark à Francfort, pour la deuxième journée du groupe C de l'Euro de football.

Dominateurs en première période, mais incapables de faire le break après le but rapide de Jude Bellingham (13e), les Three Lions ont fait le dos rond après la pause, dans le match le plus pauvre en tirs (11) depuis 44 ans à l'Euro. Le décalage énorme entre les attentes envers une équipe qui compte la crème de la crème mondiale à certains postes -- Declan Rice, Bellingham, Harry Kane --, et l'impression rendue n'a rien de nouveau et la machine à critiquer Gareth Southgate s'est de nouveau emballée au pays. «Cette équipe est encore en rôdage. Tout le monde s'attend à ce qu'on se balade, mais il y a beaucoup de travail acharné devant nous. Il nous manque encore certaines choses. On essaye de trouver les meilleures solutions possibles», avait plaidé le sélectionneur en conférence de presse.



- Un Kane plus libre contre le Danemark -

Contre le Danemark, qui a laissé filer deux points face à la Slovaquie (1-1), sur un but un peu malchanceux, la qualification pour les huitièmes de finale est en vue et elle donnerait aux Anglais le temps que Southgate réclame. Sur le plan athlétique comme sur le plan tactique, pas mal de choses doivent encore être réglées, même s'il y a eu de vrais motifs de satisfaction, à commencer par Bellingham ou la prestation solide de Marc Guéhi dans une défense orpheline de son «taulier» Harry Maguire. Le principal chantier reste -- comme à chaque grande compétition -- l'animation offensive.

Elle pourrait être différente contre les Danois.

Harry Kane, placé très haut contre la Serbie pour fixer la charnière défensive adverse près de son but et libérer de l'espace pour ses milieux, devraient pouvoir décrocher un peu plus et participer à la construction comme il aime et sait si bien le faire. Cela pourrait bénéficier à Phil Foden, brillant toute la saison avec Manchester City au point d'être désigné meilleur joueur de 2023-2024 en Premier League, mais qui ne convainc toujours pas en sélection. Son manque d'impact et sa discrétion tranchent avec un Bellingham décomplexé et «dominant», au point d'en faire parfois trop, dont de nombreux commentateurs lui conseillent de s'inspirer.

Vlasic contraint de quitter l'Euro 2024

Nikola Vlasic quitte l'Allemagne. Le joueur souffre d'une blessure musculaire qui l'empêche de poursuivre le championnat d'Europe. «Je suis vraiment désolé que ce contretemps m'empêche d'aider l'équipe», a-t-il déclaré.

Le Croate Nikola Vlasic a quitté le camp d'entraînement de l'équipe nationale mardi après avoir souffert d'une blessure musculaire qui l'empêchera de jouer le reste de l'Euro 2024, dans lequel il n'a pas joué contre l'Espagne lors du seul match de son équipe jusqu'à présent. «L'international croate Nikola Vlasic quittera le camp d'entraînement de l'équipe nationale et manquera le reste du Championnat d'Europe en raison d'une blessure musculaire», a déclaré la Fédération croate de football.

Vlasic a joué 16 minutes lors du match de préparation contre le Portugal, qui s'est soldé par une



victoire des Balkans, le dernier avant le départ pour Nueruppin, une ville près de Berlin où la Croatie se prépare pour le tournoi. Le joueur est arrivé en Allemagne blessé et mardi, après avoir ressenti une gêne à l'entraînement lundi, il a passé des examens médicaux qui ont confirmé la rechute.

«Je suis vraiment désolé que cette nouvelle blessure m'empêche d'aider l'équipe. J'ai fait tout ce qui était en mon pouvoir pour être prêt et je voudrais remercier l'entraîneur et l'équipe d'entraîneurs pour cette opportunité. Je crois en cette équipe et je suis sûr qu'elle réussira, je serai son plus grand fan !

L'Allemagne enchaîne. Après son carton inaugural face à l'Ecosse (5-1), la Mannschaft s'est qualifiée pour les huitièmes de finale de son Euro-2024 à domicile en dominant la Hongrie (2-0) mercredi à Stuttgart, au terme d'une nouvelle prestation collective aboutie.

Pour une équipe en reconstruction, l'Allemagne a tout de même une belle tête de favorite. Et son public le chante déjà: «Berlin, Berlin, nous allons à Berlin», où se jouera la finale. Elle est en attendant la première nation qualifiée pour les huitièmes, avant même les autres résultats de son groupe A. A Stuttgart mercredi, le quadruple champion du monde a fait face à un adversaire bien plus robuste et dangereux que l'Ecosse d'Andy Robertson, étouffée et sans solution devant le rouleau-compresseur allemand.

Mais il a fait preuve d'opportunisme, et démontré que son entrée en lice réussie devait autant à sa force collective qu'à la faiblesse des Ecossais. Les hommes de Julian Nagelsmann s'attendaient à souffrir contre une Hongrie tenace mais battue d'entrée par la Suisse (3-1), qui devait attaquer et pousser pour rester en vie. Ils ne s'attendaient sûrement pas à ce que cela arrive si tôt. Car les Aigles ont bien failli se faire cueillir dès le coup d'envoi, l'éternel Manuel Neuer, 38 ans, évitant de justesse



L'Allemagne respecte son statut de favorite

l'ouverture du score de Roland Sallai (1e), à un orteil de devancer la sortie du portier bavarois. Passé cette première alerte, les joueurs de la Mannschaft, portés par leurs milliers de supporters, ont mis le pied sur le ballon et tenté de contourner un bloc hongrois compact en 3-4-3.

Mais c'est à la suite d'une combinaison ratée dans l'entrejeu qu'ils ont tremblé de nouveau sur un corner du milieu de Liverpool Dominik Szoboszlai mal renvoyé par la défense et repris sans contrôle par Bendeguz Bolla, heureusement contré par

Robert Andrich (7e). Peinant à trouver une brèche dans la défense, le métronome allemand Toni Kroos a décidé de passer au-dessus en lançant Havertz, proche de tromper Gulasci après s'être joué du roc de Leipzig Willi Orban (12e). Les Allemands, emmenés par un duo Gündogan-Musiala inspiré, se sont par la suite montrés de plus en plus pressants et précis, et ont fini par profiter de la passivité de la défense adverse pour ouvrir le score. Alors que les défenseurs hongrois s'étaient arrêtés de jouer en réclamant en vain une faute

de Gündogan sur Orban, le Barcelonais a poursuivi son action et servi Musiala, qui a conclu en force du droit (22e, 1-0).

Une action considérée comme le tournant du match par le sélectionneur hongrois Marco Rossi, apparu très énervé en conférence de presse en dénonçant «deux poids deux mesures», l'arbitre ayant sifflé faute sur une poussette similaire dans l'autre sens. Libérés par ce deuxième but en deux matchs du nouveau chouchou du public germanique, les joueurs allemands n'ont pas su doubler la mise avant la mi-temps et ne devaient leur court avantage qu'aux parades de Neuer sur deux coup francs de Szoboszlai (26e, 45e+1). Au retour des vestiaires, le portier de Leipzig Peter Gulasci a maintenu les siens en vie avec deux parades devant Wirtz et Kroos (55e), et le buteur Barnabas Varga a manqué de réalisme pour égaliser de la tête (60e), avant que la sanction ne tombe. Seul au point de pénalty pour conclure un superbe mouvement collectif, le capitaine Ilkay Gündogan a doublé la mise et déclenché les chants de la victoire du public sur l'air de «Seven nation army» (67e, 2-0). Ivres de joie, et des quelques bières englouties depuis la mi-journée, les fans tout en blanc et noir sont bien partis pour vivre un été doré, après des années de galère sur la scène internationale.

Le "Professeur" Rangnick remet en lumière l'Autriche

Grand artisan du projet Red Bull à Salzbourg et Leipzig au début des années 2010, Ralf Rangnick a rallumé la flamme en Autriche avec les «Burschen», ses «gars» qui vont affronter la France lundi à Düsseldorf (21h00).



de techniciens allemands, Jürgen Klopp en tête, mais aussi Thomas Tuchel.

Défenseur central des Bleus, Dayot Upamecano est peut-être le mieux placé pour en parler, alors que sa carrière au très haut niveau a pris

Rares sont les entraîneurs allemands qui ont su et pu dire non au Bayern et Ralf Rangnick en fait partie, éconduisant très poliment début mai les dirigeants munichois en quête d'un successeur à Thomas Tuchel. Un refus qui en dit long sur les ambitions du technicien de 65 ans avec la sélection autrichienne à l'Euro-2024, même s'il est conscient de la difficulté de la tâche, dans ce qui semble être le groupe le plus dense du 1er tour avec la France, les Pays-Bas et la Pologne.

«Si j'avais dit oui le 1er mai, je n'aurais pas été entraîneur du Bayern à compter du 15 juillet (le lendemain de la finale de l'Euro, NDLR) mais à partir du 1er mai», a-t-il expliqué il y a une semaine dans un entretien au bi-hebdomadaire allemand Kicker. Pour lui, mener les deux missions de front n'aurait pas été possible sans que l'une des deux en pâtisse. Voilà deux ans que Ralf Rangnick a pris les commandes de l'Autriche, au 1er juin 2022. Et il ne souhaitait pas «mettre en danger» tout ce qu'il a mis en place depuis 24 mois. En Autriche, comme partout où il est passé, il a imposé son style de jeu identifié, avec un pressing très haut sur le terrain, ce fameux «Gegenpressing» qu'il a importé en Allemagne dans les années 1990 et qui a ensuite été reproduit par nombre

son envol début 2017, lorsque Rangnick alors directeur sportif de Leipzig, l'a fait venir dans l'est de l'Allemagne, après une saison et demie passée à Salzbourg, deux clubs de la galaxie Red Bull.

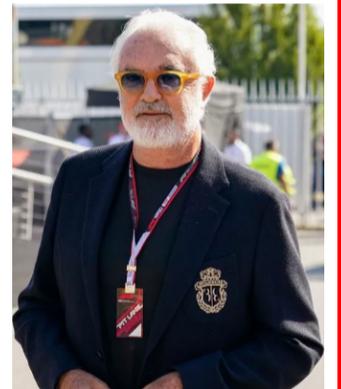
- «Professeur» ou «Besserwisser» -

«Ralf Rangnick, c'est un entraîneur très important pour moi parce qu'il m'a ramené à Leipzig et il m'a donné beaucoup de confiance en moi. Il a donné un style de jeu qui me plaisait. Il défend en avançant. Le pressing aussi est très très important pour eux», a glissé «Upa» en conférence de presse en milieu de semaine.

Cette recette, Rangnick l'a présentée au public allemand à la fin des années 1990 dans une émission de la télévision publique ZDF, expliquant sa façon de jouer assez révolutionnaire en Allemagne, avec notamment la transformation du rôle de libéro, un sacrilège au pays de Franz Beckenbauer! C'est lors de ce passage qu'il a gagné le surnom de «Professeur», pas du tout élogieux en Allemagne. Au Bayern, le toujours très puissant Uli Hoeness, désormais président d'honneur, parlait même à la fin des années 2000 d'un monsieur «je-sais-tout», un «Besserwisser».

Alpine F1 officialise le retour de Flavio Briatore à Enstone

Ancien directeur de Benetton et Renault en Formule 1 et acteur principal du scandale du Crashgate, Flavio Briatore fait son retour à Enstone en tant que conseiller pour Alpine.



Alpine a officiellement annoncé ce vendredi matin le retour à Enstone de Flavio Briatore en tant que «conseiller exécutif» qui avait dirigé l'écurie du temps de Benetton et également de Renault dans les années 2000, avant d'en être chassé suite à sa responsabilité dans le scandale du Crashgate du GP de Singapour 2008. «BWT Alpine F1 Team confirme que Flavio Briatore a été nommé par Luca de Meo, PDG du groupe Renault, conseiller exécutif pour la division Formule 1», peut-on ainsi lire dans un communiqué officiel. «Briatore se concentrera principalement sur les activités de haut niveau de l'équipe, notamment : la recherche des meilleurs talents et l'analyse du marché des pilotes, la remise en question du projet existant par l'évaluation de la structure actuelle et la fourniture de conseils sur certaines questions stratégiques dans le domaine du sport.»

Ce retour a lieu un peu moins de 15 ans après la révélation, à l'été 2009, de l'épisode de l'accident volontaire de Nelson Piquet lors du Grand Prix de Singapour 2008 sur ordre de Flavio Briatore, afin de favoriser la course de Fernando Alonso. Par la suite, l'Italien avait été banni à vie de la discipline avant que cette décision ne soit cassée par une juridiction civile.

Avant cet épisode, qui avait mis fin à ses responsabilités en F1, Briatore avait conduit les écuries Benetton dans les années 1990 et Renault dans les années 2000 aux titres mondiaux. C'est en effet sous les couleurs de la marque de mode italienne que Michael Schumacher avait remporté en 1994 et 1995 ses premiers titres mondiaux. Suite au rachat de la structure par Renault au début des années 2000, l'équipe était montée en puissance jusqu'à offrir à Fernando Alonso ses couronnes mondiales, en 2005 et 2006. Après 2009, Briatore n'a pas totalement déserté la F1 puisqu'il a toujours été impliqué dans le management de Fernando Alonso ainsi que dans l'organisation du GP d'Azerbaïdja.

Euro 2024

Allemagne-Suisse : Duel au sommet pour la tête du groupe A

Le coup d'envoi de ce match, qui se déroulera au Francfort Arena (Francfort) sera donné le dimanche 23 juin 2024 à 23h. Les deux équipes se sont déjà rencontrées 33 fois depuis 1908, le dernier match entre les deux formations s'est soldé par match nul le mardi 13 octobre 2020 (Ligue des nations A - 4e journée : 3-3).

la Suisse prépare son effectif pour cette rencontre après avoir décroché un nul face à l'Écosse en Euro 2024 qui s'est terminé sur le score de 1-1. Lors du match précédent, la Suisse avait enregistré un taux de possession de balle de 52% et 11 tirs au but dont 4 cadrés. Xherdan Shaqiri (26') a été le seul joueur à marquer pour la Suisse. En face, l'Écosse, a obtenu 12 tirs au but dont 3 cadrés. Scott McTominay (13') a inscrit un but pour l'Écosse.

Les résultats récents mettent en évidence le fait que la ligne défensive de la Suisse a suivileplan

à la lettre. Lors de ses 6 matchs précédents, la Suisse a bien défendu à l'arrière, n'ayant encaissé que 3 buts en tout et pour tout. En dépit des résultats précédents, nous devons attendre de voir si la même tendance va réellement être observée à l'occasion de cette prochaine rencontre.

L'Allemagne prépare son effectif pour ce duel après avoir remporté la victoire face à la Hongrie sur le score de 2-0 en Euro 2024 au cours de sa dernière confrontation.

Lors du match précédent, l'Allemagne avait enregistré un taux de possession de balle de 69% et 19 tentatives de tir au but dont 7 cadrés. Du côté de l'Allemagne, les joueurs ayant réussi à envoyer le ballon au fond des filets sont Jamal Musiala (22') et İlkay Gündoğan (67'). Leur adversaire, la Hongrie, a eu 11 tentatives de tir au but dont 4 cadrés.

Sur l'intégralité de ses 6 matchs antérieurs,

l'Allemagne n'a pris que 3 buts au total, grâce à un enchaînement de performances concluantes de la part de ses défenseurs. Sur cette période, ses attaquants ont aussi marqué 13 buts.

En championnat, le dernier face-à-face entre ces deux clubs a eu lieu lors de la 4ème journée de Ligue des Nations le 13/10/2020. Une rencontre qui s'est achevée sur le score de Allemagne 3-3 Suisse. Ce jour-là, l'Allemagne avait enregistré un taux de possession de balle de 63% et 18 tentatives de tir au but avec 7 cadrés. Les buts ont été inscrits par Timo Werner (28'), Kai Havertz (55') et Serge Gnabry (60'). De l'autre côté, la Suisse avait enregistré 13 tentatives de tir au but avec 8 cadrés. Mario Gavranović (5', 56') et Remo Freuler (26') ont marqué.

